
INTRODUCTION

Le régime du général Franco fut l'un des plus longs règnes personnels de l'histoire de l'Espagne. Le dictateur, qui bâtit son régime sur les ruines de la II^e République après une effroyable guerre civile, conserva le pouvoir pendant 36 ans, 7 mois et 20 jours. Avant lui, seul Philippe II avait régné plus longtemps. Comment expliquer une telle longévité ? Mais avant cela, comment expliquer la présence à la tête de l'État espagnol de ce général que rien ne prédestinait à un tel avenir, qui ne se reconnaît dans aucune des idéologies apparues au xx^e siècle, qui n'en impose ni physiquement ni intellectuellement, qui n'a aucun charisme, aucun talent d'orateur, que l'on dit réservé, voire timide ? Comment expliquer la mise en œuvre, sous son autorité, dans tous les domaines de la vie nationale, d'une conception de l'État qui ne repose que sur une admiration indéfectible pour l'Espagne impériale et sur la volonté de ne jamais restituer le pouvoir qu'il considérait devoir lui revenir après l'avoir conquis sur le champ de bataille ?

C'est à ces questions que cet ouvrage se propose de répondre en étudiant la dictature du général Franco pour ce qu'elle est aux yeux de l'Histoire, une longue dictature personnelle qui ne cessa, pour survivre, de s'adapter à l'évolution de la population espagnole et du monde au point de rendre possible une mutation en profondeur d'un pays qui, au moment de la mort du dictateur en 1975, n'est plus celui sur lequel il s'apprêtait à régner en 1939, lorsque sa victoire sur l'armée républicaine lui permit d'occuper la totalité du territoire et de confisquer à son profit les structures de l'État. Car ce n'est pas là la moindre des contradictions de ce régime. Bien que rivé sur des positions idéologiques et une conception de l'État inchangées depuis 1939, régulièrement réaffirmées jusqu'au dernier souffle du caudillo, ce dictateur, pour satisfaire sa volonté obsessionnelle de conserver le pouvoir, sut aussi faire les concessions nécessaires à sa survie et à la garantie de sa longévité. Concessions dont nous verrons qu'elles furent autant de renoncements aux grands principes pourtant

annoncés à son de trompe au lendemain de la victoire, dès lors qu'elles ne mettaient pas en péril le dictateur et les institutions de son régime. Si dans le domaine politique et institutionnel l'immobilisme fut la règle, si le régime de Franco, dans ses principes et son fonctionnement, fut foncièrement antidémocratique et agit comme un frein, dans tous les autres domaines de la vie nationale, diplomatique, économique, social et culturel, l'évolution, que le régime a subie plus qu'il ne la souhaitée, et qu'il a même combattue, fut indéniable.

Compte tenu du lien génétique unissant le régime de Franco à la guerre civile, il n'a pas semblé possible de l'étudier comme une création ex-nihilo. Pourtant, la rupture institutionnelle totale que suppose son avènement y invite, autant que l'effacement définitif de toute la législation républicaine et son remplacement par un cadre juridique entièrement nouveau. Franco disait de lui-même qu'il ne s'expliquait pas sans le Maroc, sans cette guerre coloniale dans laquelle il avait combattu et que l'Espagne avait menée pendant des décennies pour conserver ce qui pouvait l'être encore d'un empire dont ce protectorat n'était plus que l'ultime lambeau. Mais si Franco ne s'explique pas sans le Maroc, le franquisme ne s'explique pas sans la guerre civile qui dévasta l'Espagne entre 1936 et 1939, conclusion tragique d'un épisode républicain dont les principaux artisans avaient pensé qu'il était la solution aux maux endémiques et séculaires dont souffrait le pays, une solution à son archaïsme, une façon de réduire les privilèges exorbitants de ses oligarchies, d'introduire la justice là où il n'y avait que non-droit ou scandaleuse discrimination. Un projet ambitieux et généreux d'instauration de la démocratie dans un pays qui ne l'avait jamais connue.

Si la guerre civile fut le tombeau de la République, elle fut aussi le creuset du régime de Franco. Pour cette raison, la première partie de cet ouvrage revient sur l'instauration de la II^e République en 1931, afin de permettre une meilleure compréhension de son origine, de ses ambitions, de ses réussites, mais aussi de ses contradictions, de ses erreurs et de ses échecs, dont l'accumulation dans un contexte d'émergence ou d'affirmation d'idéologies antagoniques n'a pas été sans peser sur l'existence d'un régime reposant sur des bases fragiles et qui devait tout à la fois se construire et se mettre en œuvre. Entre 1931 et 1936, la République fut gouvernée à gauche, puis à droite, puis à nouveau à gauche, chaque nouvelle élection donnant à sa vie politique ce caractère pendulaire qui ne fit qu'accentuer les antagonismes traditionnels. Ceux-ci s'incarnèrent dans des formations aux orientations toujours plus radicales et violentes, jusqu'à créer cette polarité dont le coup d'État du 18 juillet 1936 favorisa l'explosion en provoquant, par son échec, une guerre civile d'une rare sauvagerie qui ne prit fin qu'au bout de deux ans et huit mois de combats. Pendant ce temps, on vit la République, elle-même profondément et violemment divisée, tenter de survivre tandis que s'écrivait, dans le fracas des armes, la Charte du Travail – première Loi Fondamentale du franquisme –

mais surtout cette Loi sur les Responsabilités, premier maillon d'une chaîne de lois, décrets et ordonnances qui allaient permettre à une répression sans merci de s'abattre sur les vaincus de longues années après la fin de la guerre et dans l'impunité la plus totale. Le 1^{er} avril 1939, c'est donc une vie politique radicalement nouvelle qui apparaît dans le cadre d'un État en devenir, qui n'est plus républicain mais pas encore monarchique, qui est totalement confisqué par le vainqueur de la guerre et la caste d'adulateurs qui l'entoure, mais qui présente déjà les caractéristiques qui ne cesseront de le définir jusqu'à sa disparition : une conception profondément antidémocratique de la vie politique, la partition de la population espagnole en deux groupes, les vainqueurs et les vaincus, et une violence sans cesse instrumentalisée pour obtenir par la peur ce qu'il n'était pas possible d'obtenir par le pouvoir des mots.

La deuxième partie de cet ouvrage aborde la vie politique en Espagne sous le régime de Franco et les relations que le dictateur entretint avec le reste du monde et en particulier avec l'Europe et les États-Unis. Sur le plan de la politique intérieure, après la promulgation de la Charte du Travail, on voit le régime compléter son cadre institutionnel par la promulgation de six autres Lois Fondamentales qui viendront constituer ce qu'il appelait la « démocratie organique » : la Loi créant les Cortès, la Charte des Espagnols, la Loi sur le Référendum, la Loi de Succession à la Direction de l'État, la Loi sur les Principes du Mouvement, et enfin, la Loi Organique de l'État. Couronnement de l'ensemble, visant à constitutionnaliser l'État franquiste, cette dernière loi devait permettre au régime de survivre à la mort du dictateur sous la forme d'une monarchie franquiste, dirigée par le successeur désigné, Juan Carlos de Borbón, et sous étroit contrôle des héritiers politiques et idéologiques du dictateur, déjà placés aux postes clés des principales institutions, et en particulier au Conseil de Régence et au Conseil du Royaume.

La politique étrangère de Franco fut tout entière dominée par l'opportunisme et le pragmatisme. Allié naturel d'Hitler et de Mussolini, il sut se défaire de ces encombrantes références lorsqu'il comprit tout le parti qu'il y avait à tirer de la guerre froide. Son anticommunisme viscéral lui fut alors d'un précieux secours. Il devint, parce que les Alliés avaient finalement décidé de ne pas s'en débarrasser, cette « Sentinelle de l'Occident », le meilleur rempart contre le communisme dont il rappelait à qui voulait l'entendre qu'il avait été le premier à le combattre et le premier à le vaincre sur un champ de bataille. Attitude qui le rendit de plus en plus « fréquentable » aux yeux des démocraties occidentales et qui lui ouvrit les portes des grandes organisations internationales et en particulier de l'ONU. Mais, habile manœuvrier et habitué à jouer sur plusieurs tableaux à la fois, Franco sut agir également pour obtenir la reconnaissance de l'autre référence du franquisme, le catholicisme, par la signature avec le Vatican d'un Concordat faisant officiellement de son régime un État confessionnel. Une vie politique entièrement confisquée, donc, entièrement déterminée par les intérêts personnels du dictateur, avec, en toile de

fond, tout un système répressif visant à rendre incontestables les décisions prises et leurs conséquences.

Dans le domaine économique, le général Franco prit deux grandes orientations. La première contribua à infliger à la population, pendant vingt ans, une régression spectaculaire et douloureuse. La seconde fut dictée par le souci de corriger les effets dévastateurs de la première, qui avait fini par mettre le régime en péril en le menaçant de devoir se déclarer en banqueroute. C'est cette double orientation qui est abordée dans la troisième partie où sont également évoquées les conséquences sociales de l'une et de l'autre. La première option fut tout à la fois dictée par une conviction et par la nécessité. Contredisant l'histoire même de ce pays, Franco était convaincu que l'Espagne avait les moyens de se suffire à elle-même en produisant seule ce dont elle avait besoin et en réduisant autant que possible le recours aux importations. Mais la nécessité fut aussi forte que la conviction car, dans le contexte de la Seconde Guerre mondiale, on peut aussi admettre qu'il n'avait guère le choix. Qu'elles aient été dictées par la conviction ou la nécessité, ses options en matière de politique agricole et industrielle furent sans effet sur la relance de l'appareil productif. Les répercussions de cet échec furent immédiates : appauvrissement manifeste de la population, rationnement des produits de première nécessité pendant treize ans, apparition d'un marché noir de très grande ampleur, exode rural massif. Autant de preuves de l'échec d'une politique économique, dont l'Espagne ne put sortir que grâce aux subsides américains qui vinrent opportunément renflouer les caisses d'un État appauvri par des choix hasardeux et erronés.

Dans ce contexte, l'abandon du modèle autarcique en 1957 fut une nécessité vitale plus qu'un choix conscient et délibéré. Champion du court terme, Franco finit par admettre que, sous certaines conditions, l'abandon définitif de l'autarcie pourrait mettre l'Espagne sur la voie du développement. L'ouverture des frontières qui en est la première manifestation, se traduit par l'arrivée massive de touristes étrangers dont les devises fortes vinrent elles aussi remplir les caisses de l'État tout en contribuant de façon de plus en plus perceptible à faire évoluer les mentalités et à faire adopter par les Espagnols des comportements venus d'ailleurs. Elle se traduit aussi par l'arrivée tout aussi massive de capitaux étrangers et pour lesquels l'Espagne, après vingt ans d'autarcie, devenait une source d'investissements rentables tout en contribuant à une première modernisation d'un appareil productif archaïque et de modes de gestion d'un autre temps. Enfin, l'échec de la politique économique de Franco au cours des vingt premières années ayant provoqué un exode rural massif, les villes se retrouvèrent avec une population d'ouvriers agricoles sans qualification. Ne parvenant pas toujours à se transformer en ouvriers de l'industrie, ceux-ci allèrent grossir les rangs des chômeurs ou des salariés occupant des emplois dévalorisés et aux rémunérations ne permettant que la simple survie. L'ouverture des frontières permit à ces chômeurs d'aller tenter leur

chance ailleurs, et en particulier dans ces pays d'Europe encore engagés dans la longue phase de leur reconstruction. Mais ces ouvriers expatriés ne firent pas seulement baisser la courbe du chômage. En déposant chaque année dans les banques de leur propre pays une partie des salaires gagnés hors d'Espagne, et que les taux de change démultipliaient, ils contribuèrent à renflouer un État appauvri par ses propres choix. L'analyse de la politique économique de Franco nous a amené à constater que le développement que l'on observe en Espagne dans les années 1960 n'est pas dû à la compétence du dictateur. Ce développement fut rendu possible par la bonne santé économique des démocraties européennes, et qui donnèrent à leurs salariés un pouvoir d'achat suffisamment élevé pour qu'ils puissent venir en dépenser une partie en Espagne pendant les vacances d'été, par une Europe dont le développement des entreprises permit la réalisation de bénéfices qu'il allait être possible d'investir ailleurs, par ces démocraties dont le développement était tel que le recours à une main-d'œuvre étrangère – espagnole, en l'occurrence – allait permettre, quoique dans des conditions d'accueil dont nous verrons qu'elles furent souvent inhumaines – d'absorber ce « trop plein » d'ouvriers, auxquels l'Espagne de Franco était incapable d'offrir un avenir. Mais si ce développement fut indéniable, les trois conditions qui le rendirent possible placèrent l'économie de l'Espagne dans une dangereuse dépendance, contredisant le discours officiel qui ne cessait de justifier le coup d'État du 18 juillet 1936 par le souci qu'auraient eu les putschistes de mettre l'Espagne à l'abri de la pernicieuse influence étrangère. Nous verrons aussi que ce développement montra rapidement ses limites et qu'il permit surtout de rattraper en partie le formidable retard accumulé au cours des années de l'autarcie, en créant de profonds déséquilibres régionaux. En 1975, et comparativement aux démocraties européennes, l'Espagne reste un pays pauvre, mal développé, où le contraste entre la côte méditerranéenne et le reste du pays est saisissant. À cette date, Franco s'apprête à transmettre à ses successeurs un héritage qui pèsera très lourd sur les gouvernements de la Transition et dont l'Espagne ne parviendra à s'affranchir que dix ans après la mort du dictateur mais au prix d'un assainissement structurel extrêmement douloureux pour l'économie nationale et la population active.

Dans un régime liberticide comme celui de Franco, qu'il qualifiait lui-même de totalitaire, il était à prévoir que le rapport du nouvel État à la circulation de l'information, mais aussi à la création intellectuelle et artistique, serait conflictuel. La quatrième partie s'attache à démontrer comment, par la mise en place d'un rigoureux système de contrôle des productions de l'esprit, la dictature de Franco tenta d'étouffer par une impitoyable censure et par une offensive propagandiste constante toute velléité d'expression libre de l'intelligence et de la sensibilité. À cette fin, le régime de Franco bâillonna les médias pendant vingt-huit ans avant de procéder à une timide libéralisation dans les dernières années de son existence, tout en continuant à exercer sur les entreprises de presse et d'édition mais aussi sur les artistes et intellectuels, ce contrôle qui

rendit toujours difficile et parfois même impossible la libre expression de la pensée. La conséquence de cette répression, de cette mise sous tutelle à la fois idéologique et bureaucratique de l'information et de la création, fut l'apparition de ce que nous nommerons ici « le franquisme des trois cultures », reconnaissable aujourd'hui à son indigence, et qui mêle tout à la fois la culture du Mouvement, d'inspiration fasciste et traditionaliste, la culture catholique, et cette sous-culture de masse qui n'avait d'autre ambition que de divertir le peuple tout en le tenant à l'écart de la moindre préoccupation de type politique. Comment, dans ce contexte, la culture libérale de l'Espagne parvint-elle à survivre et à se régénérer ? Nous verrons que dans tous les domaines de la création, nombre d'artistes et intellectuels qui ne se reconnaissaient pas dans la culture officielle, firent le choix de l'engagement en parvenant à s'introduire dans les fissures de l'édifice censorial et à en déjouer les pièges, bien qu'étant souvent contraints à une mutilante autocensure. La production romanesque et poétique mais aussi le théâtre, le cinéma, la peinture, l'architecture, la sculpture et la musique des années 1950 et 1960 attestent cette volonté de s'engager pour une culture qui, sans rien renier de la tradition, tente aussi de tendre des ponts vers les productions intellectuelles et artistiques du reste du monde. Mais ces intellectuels et artistes engagés ne furent pas seuls. Leurs confrères contraints à l'exil par la victoire franquiste allaient constituer en Europe et sur le continent américain cette diaspora qui continua, dans un contexte favorable à l'expression libre de la pensée, à réfléchir, à débattre, à enseigner, à créer, à entretenir la flamme de la culture espagnole séculaire, à faire hors d'Espagne ce qui leur était désormais impossible de faire dans leur propre pays, contribuant par là même à l'enrichissement intellectuel et artistique de leur pays d'accueil. Les deux seuls Prix Nobel décernés à l'Espagne pendant les années de la dictature furent attribués à un poète et à un scientifique vivant en exil, Juan Ramón Jiménez et Severo Ochoa. Et c'est un cinéaste de l'exil, Luis Buñuel, qui reçut le seul Oscar décerné au cinéma espagnol pendant toutes ces années, et une Palme d'Or au Festival de Cannes. Grâce à ce double sursaut, Franco perdit définitivement la bataille de la culture. Il eut beau, tout au long de sa vie, comme il le dit lui-même, « rester au pied du canon ¹ », cette fois-ci, il n'était pas de taille face à un adversaire qui brandissait les seules armes de l'intelligence et de la sensibilité. Totalement submergé par un pouvoir créateur qu'il eut tort de sous-estimer, il ne put, l'épuisement de la dictature aidant, que constater que tout ce qu'il avait mis en place pour le neutraliser, fut vain. Il ne reste aujourd'hui de la culture franquiste que le tableau affligeant et désuet d'une production qui n'a d'autre intérêt que celui de permettre une meilleure compréhension des mécanismes de la manipulation, mais qui ne connut aucun lendemain et que plus personne ne revendique.

1. Phrase prononcée le 14 décembre 1966 lors de l'allocution télévisée au cours de laquelle le général Franco appela les Espagnols à approuver la loi Organique de l'État lors du référendum organisé à cette occasion (Archives de la RTVE).

S'il est légitime de s'interroger sur la longévité de la dictature de Franco, il est tout aussi légitime de se demander quel fut l'impact de cette longévité sur les institutions de ce régime dans la mesure où elles présentent en 1975 un visage différent de celui qui était le leur en 1939. La cinquième partie, en s'intéressant à l'armée, à l'Église, à la Phalange, mais aussi au système éducatif et aux structures d'encadrement des femmes et de la jeunesse, démontre que, là aussi, et malgré l'immobilisme idéologique et institutionnel de la dictature, une évolution est perceptible et s'apparente souvent à l'expression d'une opposition interne qui parfois conduisit à la rupture ou à des renoncements, contredisant ainsi l'idée largement répandue d'une allégeance inconditionnelle des composantes du régime aux orientations du dictateur.

L'armée fut à la fois glorifiée et malmenée, et si le chef de l'État était issu de ses rangs, elle n'eut jamais le pouvoir et dut sans cesse se soumettre à son autorité. Les premières dissidences apparurent au tout début des années 1940, lorsque deux questions furent alors posées, celle de l'éventuelle participation militaire de l'Espagne auprès d'Hitler et de Mussolini, et plus encore celle de la forme du nouvel État. En 1951, l'apparition du groupe Forja marque une inflexion dans cette dissidence en exprimant un désaccord d'une autre nature, désormais fondé sur des questions d'ordre idéologique et professionnel, et allant dans le sens d'un plus grand pragmatisme et même d'une orientation philosophique de type humaniste, imprégnée de catholicisme mais prenant de plus en plus ses distances avec l'orientation plus généralement franquiste de l'armée espagnole d'alors. Le camouflet que Franco infligea à l'armée lors de la crise marocaine de 1956 confirma surtout l'omnipotence du dictateur au sommet de l'institution militaire. À cette date en effet, non seulement Franco ne voulut pas la faire intervenir pour étouffer les nouvelles velléités d'indépendance du protectorat, mais de plus il concéda cette indépendance au sultan Mohamed V venu en personne à Madrid la lui réclamer. Conçue comme un aveu de faiblesse, cette attitude du dictateur, contribua à générer au sein de l'armée soit une allégeance à contrecœur soit un désaccord frontal. Plus tard encore apparut dans l'armée du général Franco une forme de dissidence qui prit corps, en 1974, sous la forme d'une Union Militaire Démocratique. Clandestine pour des raisons évidentes, son projet apparaît aujourd'hui comme l'antichambre de la réforme qu'allait entreprendre le premier gouvernement de Felipe González à partir de 1983 pour démilitariser l'État, comme Manuel Azaña avait tenté de le faire à partir de 1931. Toutes ces dissidences prouvent que l'armée franquiste n'eut jamais la cohésion qu'on a bien voulu lui prêter, qu'elle n'eut jamais le pouvoir, et qu'elle fut elle aussi divisée et agitée par de nombreux conflits internes.

L'attitude de l'Église catholique à l'égard du général Franco et de son régime fut marquée tour à tour par une allégeance inconditionnelle, par une prise de distance progressive, et par la rupture, observable dans le sillage du Concile Vatican II. Pendant la guerre civile, l'Église appela à la « Croisade »,

célébra le « totalitarisme divin » incarné par Franco et fit de son soutien au dictateur un permanent « plébiscite armé ». Malgré la signature du Concordat avec le Vatican en 1953, qui officialisa le national-catholicisme, une frange de cette Église se livra tout au long des années 1950 à un profond examen de conscience qui eut pour conséquence à la fois d'innombrables dissidences et un positionnement de nombreux membres du clergé en faveur des laissez-passer pour compte de la dictature, au nom d'une pastorale de mission, semblable à ce qui deviendra ailleurs la Théologie de la Libération. Plus tard encore, la prise de distance finira par se traduire par une opposition aux principales orientations du régime, qui permet de dire qu'en 1975, Franco n'a plus le soutien de l'Église, et que la question de la déconfessionnalisation de l'État est à nouveau posée. Comme en 1931.

Le troisième pilier de la dictature, la Phalange, connut lui aussi les aléas de la dissidence et de l'opposition. Les phalangistes crurent naïvement que la victoire de Franco qu'ils avaient appelée de leurs vœux et à laquelle ils avaient contribué, serait aussi la leur. Ils avaient en partie raison, en partie ils avaient tort. La Phalange, structure la plus influente du Mouvement National, fut, certes, l'armature idéologique du régime, celle qui lui donna cette coloration fascisante dont il ne se départit qu'à grand-peine, mais elle fut surtout l'instrument violent et docile dont Franco se servit à la fois comme réservoir des cadres de son administration et comme courroie de transmission entre le sommet de l'État et le peuple. Très tôt, quelques phalangistes comprirent le rôle instrumental qu'on s'apprêtait à leur faire jouer, et ils tentèrent de s'y opposer. En vain. L'allégeance du plus grand nombre fut plus forte que la dissidence de quelques-uns. Lorsqu'il vit la Phalange accepter la Loi de Succession, qui contredisait pourtant le refus phalangiste de s'identifier à quelque forme d'État que ce soit, Franco comprit qu'elle avait fait allégeance et qu'il parviendrait à domestiquer cette Phalange puis à la tenir à distance. En 1958, la Loi sur les Principes du Mouvement fut promulguée à cette fin mais tous les phalangistes ne l'acceptèrent pas de bonne grâce. Si elle suscita l'approbation de quelques caciques du phalangisme, qui devaient tout à Franco, elle fut également l'objet d'une opposition qui se traduisit par un nombre important de défections et par la naissance d'une opposition multiforme. C'est en ordre dispersé que la Phalange parcourut les dernières années de la dictature, disséminée en autant de groupuscules que de courants revendiquant l'héritage idéologique du fondateur, José Antonio Primo de Rivera.

Le système éducatif fut le lieu privilégié de l'encadrement et de la formation au dogme national-catholique. La destruction de l'école républicaine s'accompagna d'une redoutable entreprise de « nettoyage idéologique » visant à purger maîtres, élèves, lieux de formation et bibliothèques de leurs éléments indésirables. Après cette vaste épuration, l'Église, à l'école primaire et secondaire, et la Phalange, à l'Université, se partagèrent la tâche consistant à former mais aussi à « rééduquer » la population scolaire dans le sens voulu par le régime.

Mais ni l'une ni l'autre ne purent empêcher l'évolution que l'on observe tout au long des années 1950 et qui va dans le sens d'une adaptation du système de formation aux effets du changement générationnel et au besoin de main-d'œuvre qualifiée voulue par une économie nationale dont on perçoit la timide évolution. Les lois promulguées dans les années 1960 ne firent qu'accroître cette tendance et contribuèrent à réduire l'écart entre le système éducatif espagnol et les systèmes éducatifs européens. Mais c'est surtout la loi de 1970, créant l'Enseignement Général de Base qui marque l'évolution la plus évidente, comparativement aux déclarations saturées d'idéologie des premières lois scolaires de la dictature, puisqu'elle prétend faire de l'école le lieu de l'intégration sociale par excellence, en affirmant des grands principes que les lois de la République avaient mis en œuvre bien avant elle : l'unicité du système éducatif, la gratuité, la démocratisation, l'égalité des chances, la suppression des discriminations. Pour des raisons budgétaires et politiques, cette loi, promulguée cinq années avant la mort de Franco, ne put connaître qu'un début d'application mais l'évolution que l'on observe en matière de politique éducative, ne serait-ce que dans ses intentions, est indéniable, même si l'on sait que cette évolution fut aussi dictée par la conjoncture et l'opportunisme légendaire du régime.

La Section Féminine fut une structure de formation et d'embrigadement des femmes sous la houlette de Pilar Primo de Rivera, sœur du fondateur de la Phalange, dont elle eut à cœur de gérer l'héritage idéologique. Centrée sur une définition catholique du rôle des femmes dans la société, elle se donnait pour objectif de créer cette « femme nouvelle », épouse docile et aimante, mère dévouée et prolifique, pieuse et joyeuse, mais surtout soigneusement tenue à l'écart de l'espace public, et tout entière au service de son mari, de ses enfants, et dans l'admiration du caudillo. Dans ce domaine aussi, une évolution fut perceptible. À partir de 1953, Mercedes Fórmica, quoique phalangiste, parvint, le temps aidant, à remettre en cause cette discrimination liée au sexe et à faire évoluer la législation dans un sens qui permit aux femmes d'entrevoir quelque espoir. Mais ce fut surtout au cours de la dernière décennie de la dictature que la réapparition, clandestine ou non, de mouvements féministes permit d'affirmer une revendication plus virulente et de reléguer la Section Féminine au rang de vestige désuet et suranné d'une dictature à bout de souffle et qui ne parvenait plus à convaincre que ses inconditionnels.

Le Front des Jeunesses fut quant à lui une entreprise d'encadrement des garçons et des filles dans une logique à la fois militaire, religieuse et idéologique, qui servit de courroie verticale de transmission entre l'autorité supérieure et la base. Mais le projet s'essouffla vite et dès la fin des années 1950 il fait déjà figure d'institution désuète ne répondant plus aux aspirations des plus jeunes de la nouvelle génération. Le Front des Jeunesses qui échoua dans sa tentative de contribuer à la formation de « l'homme nouveau » fut l'une des rares institutions de la dictature à avoir quasiment disparu à la mort du

dictateur, même si demeurent d'autres formes d'encadrement de la Jeunesse plus proches du Scoutisme que du Front des Jeunesses originel.

Un tel régime suscita immédiatement et jusqu'à la fin une opposition constante et multiforme. C'est sur le récit de cette opposition que s'achève cet ouvrage dont la sixième partie se propose de démontrer que tout ce qui fut entrepris contre le dictateur fut vain. Nous verrons que lorsque le dictateur meurt le 20 novembre 1975, son régime est exsangue et crispé sur les principes fondamentaux qui lui avaient permis de s'affirmer, certes, mais qu'il a survécu à tout y compris à cette opposition qu'il a réprimée sans état d'âme.

Dès les premières semaines de la guerre civile, alors que l'armée des putschistes commet ses premiers massacres de masse, des mouvements de guérilla visant tout à la fois à s'en protéger et à la harceler, s'étendirent à l'arrière des lignes franquistes. Cette guérilla de survie et de protection devint la guérilla de l'espoir lorsqu'il sembla plausible, après la chute de Stalingrad, d'envisager la défaite des puissances de l'Axe. Et lorsque cette défaite s'avéra, les guérilleros se prirent à croire que le régime de Franco allait disparaître à son tour. Il n'en fut rien, et l'affermissement de la dictature au tout début de la guerre froide permit la mise en œuvre d'une politique d'éradication de la guérilla par le biais d'une impitoyable répression. Au tout début des années 1950, les derniers foyers de guérilla ont disparu. Seule subsiste, plus sporadique, une forme urbaine de guérilla en Catalogne dont les derniers combattants tomberont sous les assauts de la garde-civile en 1963. La guérilla fut le dernier sursaut des combattants de la République. Si elle suscita une violence inouïe de la part du régime, elle donna également lieu à des actes d'un grand courage et à des élans de solidarité de la part de ceux qui en comprenaient l'enjeu. Mais la répression franquiste fut telle que l'on vit aussi des hommes se terrer comme des « taupes » pendant deux et parfois trois décennies dans des caches plus insolites les unes que les autres. Ces *topos*, qui n'étaient pas tous des guérilleros recherchés mais qui avaient le tort d'avoir été de près ou de loin liés aux partis et syndicats du Front Populaire, ne durent leur salut qu'à l'abnégation de leur famille, quand ils ne furent pas repérés et dénoncés.

Au tout début des années 1940, apparut une autre forme d'opposition, celle de l'héritier du roi Alphonse XIII, dont l'un des fils, Juan, Comte de Barcelone, réclamait la restauration de la monarchie. Cette opposition courtoise donna lieu à une correspondance à fleurets mouchetés entre l'héritier et Franco. Mais le dictateur la prit très au sérieux et ce fut cette opposition qui l'incita à promulguer, après consultation de la population par référendum, la Loi de Succession à la Direction de l'État, laquelle faisait de l'Espagne un État monarchique dirigé par Franco, mais dont le dictateur se réservait le droit de désigner le titulaire, décision qu'il ne prit qu'en 1969, en négligeant don Juan au profit de son fils, le prince Juan Carlos, dont il avait encouragé la venue en Espagne dès 1948. Habile tour de passe-passe, la Loi de Succession eut pour

effet d'entourer le dictateur, désormais régent, d'une clôture juridique dont le franchissement par don Juan fut définitivement impossible.

Outre la guérilla et l'opposition monarchique, on vit se développer entre 1944 et 1974, quatre formes d'opposition non violente à la dictature de Franco, et qui donnèrent lieu soit à la signature de pactes, soit à l'organisation de réunions rassemblant le plus grand nombre d'opposants à la dictature. Alliance Nationale des Forces Démocratiques, Pacte de Saint-Jean de Luz, Congrès de Munich, *Platajunta* (union de la Junte Démocratique et de la Plateforme de Convergence Démocratique), furent autant d'instances ou de moments au cours desquels les opposants, monarchistes, républicains, communistes et socialistes, tentèrent de fédérer le plus grand nombre de courants ne reconnaissant pas à Franco la légitimité de sa présence à la tête de l'État. Rien de tout cela ne déboucha sur une alternative susceptible de fragiliser le régime, et seule la réapparition de la lutte armée à la fin des années 1950, sous la forme du groupe nationaliste basque ETA, imposa à la dictature ses plus sérieux revers, dont le plus spectaculaire et symbolique fut l'assassinat, le 20 décembre 1973, du premier chef du gouvernement nommé par Franco, Luis Carrero Blanco. Pour la première fois depuis 1939 la peur avait changé de camp.

Derrière celui qui, au début des années 1960, se plaisait à apparaître comme le père de la nation, patriarche rassurant qui permettait aux Espagnols de dormir tranquilles, se cachait l'implacable légionnaire pour qui une vie humaine n'avait de valeur que lorsqu'elle lui était utile. Nous aborderons, dans les dernières pages de ce livre, les drames vécus par le militant communiste Julián Grimau, condamné pour « rébellion continue », et exécuté en 1963, alors qu'il ne vit plus en Espagne depuis 1939, l'exécution au garrot quelques mois plus tard des militants anarchistes Joaquín Delgado et Francisco Granado, accusés d'avoir commis des attentats mais dont on sait aujourd'hui, et dont on savait alors, qu'ils n'étaient coupables de rien, et celle de Salvador Puig Antich, militant anarchiste dont la jeunesse ne le sauva pas d'une condamnation à mort et qui fut, en 1974, la dernière victime du garrot.

Le 27 septembre 1975, un Franco malade et finissant eut tout de même la force de signer les cinq dernières condamnations à mort de son régime. Moins de deux mois plus tard, le 20 novembre, il expirait, emporté par les nombreuses pathologies dont il souffrait depuis des années. Le 30 septembre 1936, alors que Franco venait d'être nommé généralissime et chef de l'État par les putschistes du 18 juillet, le général Miguel Cabanellas, qui dirigeait jusqu'alors la Junte de Défense Nationale, avait eu raison de dire que si l'on donnait le pouvoir à cet homme, il ferait le nécessaire pour le garder jusqu'à la fin de sa vie. Cette détermination, associée à la conviction du caractère providentiel de son destin, expliquent en grande partie la longévité de ce dictateur et d'un régime qui reste une exception dans l'histoire de l'Espagne.